

Assurance Prévoyance collective à adhésion obligatoire

Document d'information sur le produit d'assurance

Compagnie : Mutex, société anonyme, immatriculée en France et régie par le Code des assurances, RCS Nanterre 529 219 040 - N° d'agrément : 502 13 25 - Siège social : 140 avenue de la République - CS 30007 - 92327 Châtillon cedex agissant pour le compte de l'OCIRP, Union d'institutions de prévoyance régie par le Code de la Sécurité sociale, 17 rue de Marignan - 75008 Paris, assureur de la garantie rente de conjoint.

Produit collectif complémentaire au produit conventionnel de la CCN du 15 mars 1966 (IDCC 413 - Brochure JO n° 3116)

Ce document d'information présente un résumé des garanties et des principales exclusions du produit. Il ne prend pas en compte vos besoins et demandes spécifiques. Vous trouverez l'information complète sur ce produit dans la documentation précontractuelle et contractuelle.

De quel type d'assurance s'agit-il ?

Ce produit collectif permet à une structure de souscrire, en complément du contrat conventionnel souscrit auprès de MUTEX, un contrat d'assurance collective à adhésion obligatoire, ayant pour objet de faire bénéficier l'ensemble de ses salariés cadres relevant des articles 4 et 4 bis de la CCN de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, dont les définitions ont été reproduites à l'article 2 de l'ANI relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, et non cadres ne relevant pas de ces articles, et anciens salariés bénéficiant du maintien des garanties dans le cadre de la portabilité des droits, relevant du champ d'application de la convention collective nationale de travail du 15 mars 1966, affiliés aux régimes obligatoires français de Sécurité sociale des salariés (dénommés assurés) :

- de prestations complémentaires à celles servies par la Sécurité sociale française en cas d'incapacité de travail,
- et/ou du versement de capitaux et de rentes de conjoint aux bénéficiaires en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive.



Qu'est-ce qui est assuré ?

Une ou plusieurs des couvertures suivantes peuvent être souscrites ensemble ou séparément :

- l'ensemble des garanties décès précédées d'une coche ✓,
- la garantie rente de conjoint,
- la garantie incapacité temporaire.

GARANTIES EN CAS DE DÉCÈS

Ces garanties peuvent être souscrites soit au bénéfice du personnel cadre, soit au bénéfice du personnel non cadre, soit au bénéfice de l'ensemble de ce personnel.

✓ **Garantie capital décès ou invalidité absolue et définitive (IAD)**
Versement, en cas de décès de l'assuré au(x) bénéficiaire(s), ou en cas d'IAD de l'assuré à son profit, d'un capital de : 100 % du salaire annuel brut de référence.

✓ **Garantie double effet**
Versement d'un capital, au profit des enfants à charge, réparti à parts égales entre eux, en cas de décès ou d'IAD du conjoint, concubin ou partenaire de Pacs survenu dans les 365 jours suivant le décès ou l'IAD de l'assuré : 100 % du salaire annuel brut de référence.

✓ **Garantie obsèques**
Versement d'une indemnité pour frais d'obsèques, hors frais de concession, en cas de décès de l'assuré, de son conjoint, concubin ou partenaire de Pacs, ou d'un enfant à charge de 12 ans et plus : 100 % du Plafond Mensuel de la Sécurité sociale en vigueur au jour du décès.

Garantie rente de conjoint (en cas de décès ou d'IAD de l'assuré)

Rente de conjoint viagère (versée au profit du conjoint, concubin ou partenaire de Pacs de l'assuré)

5 % du salaire annuel brut de référence.

Rente de conjoint temporaire (versée au profit du conjoint, concubin ou partenaire de Pacs de l'assuré jusqu'à la date de liquidation de sa pension vieillesse de la Sécurité sociale et au plus tard à la date à laquelle il a atteint l'âge de liquidation de la pension vieillesse de la Sécurité sociale)

5 % du salaire annuel brut de référence.

GARANTIE EN CAS D'INCAPACITÉ

Cette garantie peut être souscrite uniquement pour l'ensemble du personnel cadre et non cadre.

Le total des prestations perçues par l'assuré ne saurait excéder 100 % de son salaire net d'activité. Les montants des prestations s'entendent y compris les prestations nettes servies par la Sécurité sociale.

Garantie incapacité temporaire

En cas d'arrêt de travail, versement d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la Sécurité sociale d'un montant de 100 % du salaire net de référence à l'issue d'une franchise.

Franchise au choix de la structure : 59 ou 29 jours d'arrêt de travail continu ou discontinu.

Cette garantie prend fin dès le début d'indemnisation des prestations incapacité temporaire prévues au contrat conventionnel.



Qu'est ce qui n'est pas assuré ?

- ✗ Les décès et IAD survenus avant la date d'effet du contrat ou la date d'adhésion de l'assuré.
- ✗ Les arrêts de travail qui ne donnent pas lieu au versement de prestations par la Sécurité sociale française pour un autre motif qu'une durée d'activité salariée ou qu'un montant cotisé insuffisant.
- ✗ Les congés de maternité, de paternité ou d'adoption n'ouvrent pas droit aux prestations de la garantie incapacité temporaire.



Y a-t-il des exclusions à la couverture ?

Principales exclusions

Pour les garanties capitaux décès et IAD :

- ! les actes de guerre étrangère ou civile,
- ! les déplacements ou séjours dans une zone relevant d'une classification formellement déconseillée, ou déconseillée sauf raisons impératives.

Pour les arrêts de travail :

- ! les faits intentionnels et volontaires provoqués par le salarié assuré,
- Pour la garantie rente de conjoint :
- ! les faits de guerre étrangère à laquelle la France serait partie impliquée,
- ! les actes de guerre étrangère ou civile.

Pour la garantie obsèques :

- ! les actes de guerre étrangère ou civile,
- ! la pratique des sports aériens, sauf en cas de déplacement professionnel ou privé à bord d'un avion et à condition que l'appareil soit muni d'un certificat valable de navigabilité ou conduit par un pilote possédant un brevet valable pour l'appareil utilisé ou ayant une licence en cours de validité, ce pilote pouvant être le salarié assuré,
- ! les agressions, luttes ou rixes sauf en cas de légitime défense, l'utilisation d'engins explosifs et les attentats,
- ! les actes effectués sous l'emprise de l'ivresse, de stupéfiants ou de substances médicamenteuses,
- ! la pratique des sports automobiles, motocyclistes à titre professionnel ou amateur et de tous les autres sports à titre professionnel.



Où suis-je couvert ?

- ✓ Les salariés assurés, et les anciens salariés assurés bénéficiant du maintien des garanties au titre de la portabilité des droits, sont couverts dans le monde entier.
- ✓ Les prestations sont payées en France et en euros.



Quelles sont mes obligations ?

Sous peine de nullité ou suspension du contrat, ou de suspension du droit à garanties ou à prestations :

A la souscription du contrat

- déclarer tous les salariés au profit desquels le contrat a été souscrit, et les anciens salariés relevant de la même catégorie bénéficiant du maintien des garanties au titre de la portabilité des droits,
- déclarer ces salariés et ces anciens salariés se trouvant en incapacité temporaire de travail, en invalidité ou en incapacité permanente professionnelle, et les salariés en temps partiel thérapeutique,
- déclarer les salariés et anciens salariés bénéficiant de prestations au titre d'un contrat de prévoyance collective,
- si la garantie Rente de conjoint est souscrite, déclarer les ayants droit d'anciens salariés décédés, et bénéficiaires de rentes de conjoint, au titre d'un contrat de prévoyance collective,
- fournir les informations nécessaires à leur adhésion, et à leur indemnisation pour les personnes se trouvant dans l'une des situations définies ci-avant.

En cours de vie du contrat

- m'acquitter du paiement des cotisations,
- déclarer tous les nouveaux salariés au profit desquels le contrat a été souscrit, et fournir les informations nécessaires à leur adhésion,
- déclarer les suspensions du contrat de travail, les modifications de situation de famille, des salariés assurés, et les sorties du contrat (notamment suite à départ de la structure ou changement de catégorie professionnelle),
- déclarer les personnes pouvant bénéficier du maintien des garanties au titre de la portabilité des droits,
- informer l'organisme assureur du changement de convention collective, de création ou modification d'établissements, et de tous mouvements significatifs de salariés (notamment suite à restructuration de la structure).

En cas de sinistre

- fournir les demandes de prestations, et toutes les pièces justificatives nécessaires au paiement des prestations au moment de la survenance de l'événement, et en cours de service pour les prestations autres que des capitaux,
- l'assuré devra se soumettre en cas de demande de l'assureur, à une visite médicale ou/et un contrôle médical.



Quand et comment effectuer les paiements ?

La cotisation est annuelle et payable par la structure, dénommée souscripteur, soit trimestriellement à terme échu au plus tard dans les 15 jours qui suivent la fin de chaque trimestre civil, soit mensuellement à terme échu au plus tard dans les 15 jours qui suivent la fin du mois. Elle peut être réglée soit par prélèvement SEPA, soit par chèque accompagné de l'avis d'appel de cotisations dûment complété, soit par virement bancaire.



Quand commence la couverture et quand prend-elle fin ?

Le contrat prend effet à la date fixée aux conditions particulières signées par l'organisme assureur et le souscripteur. Il est renouvelable au 1^{er} janvier de chaque année par tacite reconduction.

Il prend fin :

- à la date de résiliation du contrat conventionnel souscrit auprès de MUTEX,
- à la suite de la procédure de résiliation, pour défaut de paiement des cotisations par le souscripteur,
- au 31 décembre de l'année en cours en cas de demande de résiliation au moins deux mois avant cette date, à l'initiative du souscripteur notifiée à l'organisme assureur, ou à l'initiative de l'organisme assureur envoyée par lettre recommandée,
- à la date de changement d'activité de la structure si elle ne relève plus du champ d'application de la convention collective,
- à la date de disparition de la structure.



Comment puis-je résilier le contrat ?

Tous les ans en adressant une notification à l'organisme assureur au moins deux mois avant la date d'échéance du contrat d'assurance collective.